

<https://journal.alternatives.ca/?Des-mouvements-sociaux-representant-plus-de-200-millions-de-personnes-dans-le-monde-denoncent-l-emprise-du-secteur-privé-sur-le-Sommet-sur-le-Climat-de-Ban-Ki-moon>



Des mouvements sociaux représentant plus de 200 millions de personnes dans le monde dénoncent l'emprise du secteur privé sur le Sommet sur le Climat de Ban Ki-moon



Date de mise en ligne : mercredi 17 septembre 2014

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Justice climatique et alternatives écologiques -

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Des mouvements sociaux comme La Via Campesina, OilWatch International, Global Forest Coalition, Migrants Rights International, Indigenous Environmental Network, Grassroots Global Justice Alliance, Attac France et plus de 330 organisations (1), représentant plus de 200 millions de personnes dans le monde, notamment des paysans et des petits agriculteurs, des populations indigènes, des migrant-e-s, des travailleur-se-s, des femmes, des personnes de couleur, des militants pour la justice climatique et environnementale, dénoncent l'emprise du secteur privé et des multinationales sur le Sommet sur le climat organisé par M. Ban Ki-Moon. Dans une déclaration commune publiée le 16 septembre, ils plaident pour des changements systémiques, et contre les initiatives basées sur des partenariats public-privé et des mécanismes de marché qui structurent actuellement l'ordre du jour du Sommet, comme les projets REDD + et d'agriculture urbaine intelligente face au climat (« climate smart agriculture ») ou encore les projets liés à l'initiative Energie renouvelable pour tous (« Sustainable Energy for All - SE4All »)

La déclaration exige de prendre dix actions concrètes pour éviter le chaos climatique, y compris d'immédiats engagements contraignants pour rester en deçà de 1,5 °C de réchauffement global. Les mouvements sociaux maintiennent leur mise en garde contre ce qu'ils appellent les « fausses solutions » et les actions nocives que les grandes entreprises, invitées par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon à jouer un rôle majeur, promeuvent.

Pour Geneviève Azam, porte-parole d'Attac France, « les négociations sur le changement climatique sont dominées par des Etats irresponsables, des pollueurs et des entreprises qui ne se soucient que de leurs propres intérêts, que ce soit à travers de nouvelles exploitations d'énergies fossiles, de nouveaux marchés carbone ou d'autres fausses solutions telles que les agro-énergies industrielles qui détruisent les forêts, les sols, les zones humides, les rivières, les mangroves et les océans »

Selon Carlos Marentes, membre de la Via Campesina, « le sommet sur le climat de New York est organisé en grande pompe mais ne propose aucune alternative systémique véritable. Au contraire il encourage plusieurs fausses solutions d'une économie verte qui n'en a que le nom, telles que de dangereuses solutions techno-scientifiques ou des mécanismes de marché qui feront plus de mal que de bien. Il refuse de reconnaître que le changement climatique est le résultat d'un système économique injuste qui poursuit une croissance sans fin, concentre les richesses dans les mains de quelques-uns et surexploitent la nature jusqu'à l'effondrement ».

Les mouvements sociaux soulignent que vouloir stopper les dérèglements climatiques impliquerait de mettre fin au régime de libre-échange qui permet de poursuivre une croissance sans fin et d'assurer des profits sans limite aux multinationales. Ils appellent à mettre fin aux négociations, le plus souvent secrètes, visant à étendre le régime de libre-échange et d'investissements de l'OMC, ainsi que celles de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), de l'Accord de libre-échange nord-américain (TAFTA) et d'autres accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux qui cherchent à marchandiser toutes les dimensions de la nature. Pour Nnimmo Bassey, de l'organisation Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), « ces accords minent les populations qui travaillent, détruisent la nature, et réduisent considérablement la capacité des populations à définir leurs propres priorités économiques, sociales et environnementales ».

Le Sommet de New York est présenté comme une étape importante sur la route de la 21ème conférence des parties (COP) de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en 2015. Mais les mouvements sociaux soulignent que cela exigerait des engagements légalement contraignants et une réelle volonté de changement, et non la poursuite du statu-quo tel qu'actuellement proposé. « Bien-entendu qu'il faut des actions concrètes ! Mais pas n'importe lesquelles. Nous ne voulons plus d'engagements volontaires et de promesses vides. Il sera impossible d'éviter le chaos climatique, si nous ne faisons rien pour nous attaquer à l'inaction des gouvernements subordonnés aux intérêts d'entreprises polluantes. Il est essentiel de renforcer nos luttes concrètes sur le terrain et de concentrer nos énergies sur la transformation du système capitaliste », conclut Cindy Wiesner de Grassroots Global Justice.

(1) La déclaration et la liste complète des signataires est [disponible ici](#)

Pour toute interview, prise de contact, demande de renseignements, merci de contacter :

[Annelies Schorpion](#) (français, anglais et espagnol)

[Maxime Combes](#) (français, anglais et espagnol)

[Alberto Zoratti](#) (Italien et anglais)

[Sha Grogan-Brown](#) (anglais et espagnol) - téléphone (Etats-Unis) : +1-917-586-9044